



UN Photo / Jean-Marie Ferré

La coopération multilatérale

Un pilier de la politique de développement et de l'aide humanitaire de la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC

Secrétariat d'État à l'économie SECO

Trois raisons pour la Suisse de s'engager

- ▶ Les enceintes multilatérales permettent de mettre en avant ses valeurs.

En prenant part à la définition des normes et agendas internationaux, la Suisse peut jouer un rôle influent. Grâce à sa longue expérience de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, à son pragmatisme et aux valeurs qu'elle défend, elle est considérée comme un partenaire crédible et fiable sur le plan multilatéral.

- ▶ Les défis globaux appellent des réponses communes.

Éliminer la pauvreté extrême et faire face aux défis qui concernent tous les pays de la planète n'est possible qu'en privilégiant une action concertée. Les organisations multilatérales bénéficient de la légitimité politique et de larges ressources pour aborder une grande palette de thèmes et agir partout dans le monde, en particulier dans les zones de conflits armés. En soutenant ces organisations, la Suisse fournit une réponse adaptée aux défis du XXI^e siècle et accroît son rayonnement.

- ▶ La Suisse tire des bénéfices de son engagement multilatéral.

Les organisations multilatérales sont essentielles dans l'élaboration des normes internationales. Grâce à son engagement, la Suisse peut défendre ses intérêts et tisser des liens étroits avec des partenaires clés. Ces alliances ont des répercussions positives sur l'image internationale de la Suisse et sur sa politique étrangère et économique. C'est aussi un moyen idéal de promouvoir la Genève internationale.

«La Suisse est un État membre dynamique des Nations Unies, qui s'emploie systématiquement à promouvoir la coopération multilatérale pour le bien commun.»

Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies



Organisations partenaires

La Suisse identifie et sélectionne un certain nombre d'organisations multilatérales prioritaires à vocation humanitaire ou de développement auxquelles elle verse une contribution de base. Avec ces contributions, la Suisse soutient des organisations onusiennes, des institutions financières internationales ainsi que des fonds et réseaux mondiaux.

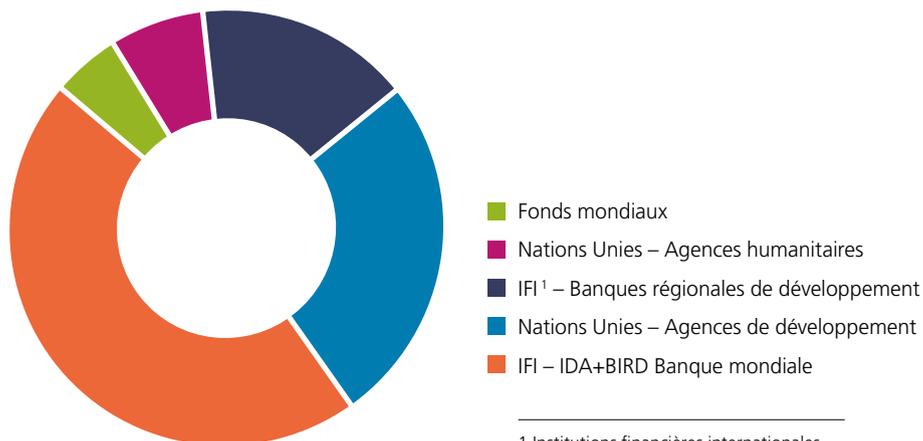
Le portefeuille des organisations partenaires de la Suisse évolue en fonction des nouveaux défis mondiaux et des priorités fixées en matière de développement. Ainsi, ONU Femmes est devenu partenaire de la Suisse en 2010, le Fond vert pour le Climat en 2015 et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures en 2016.

Le développement de ce portefeuille découle aussi des priorités thématiques et géographiques définies dans le Message sur la coopération internationale de la Suisse 2017–2020. Ces organisations contribuent de manière substantielle à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de développement durable.

La sélection se fait en fonction de quatre critères:

1. **l'importance des organisations du point de vue de la politique suisse en matière de développement,**
2. **les résultats obtenus par les organisations,**
3. **la possibilité pour la Suisse d'influencer la politique et les stratégies des organisations,**
4. **les intérêts de la Suisse en matière de politique extérieure**

Répartition proportionnelle des contributions de base entre les organisations multilatérales prioritaires en 2015



¹ Institutions financières internationales

Agenda 2030: un succès multilatéral

Les 193 États membres de l'ONU ont adopté en septembre 2015 l'Agenda 2030 de développement durable. Celui-ci bénéficie d'une légitimité sans pareille. Il guidera les actions de développement menées aux niveaux international, régional et national d'ici à 2030. Il servira aussi de cadre de référence cohérent pour la politique de développement durable et pour la politique extérieure de la Suisse. Il guidera notamment la coopération internationale mise en œuvre par la DDC, le SECO et la Division Sécurité humaine du DFAE.

L'Agenda 2030 est le fruit de l'action multilatérale. C'est aussi grâce au travail acharné de multiples institutions et organes multilatéraux que cet agenda a pu être adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies. La diplomatie onusienne a démontré sa valeur et sa pertinence.

L'Agenda 2030 est un outil de travail pour la communauté internationale. Les agences multilatérales soutenues par la Suisse sont en première ligne dans l'appui aux pays pour la mise en œuvre des 17 objectifs retenus. Elles possèdent la légitimité pour agir ainsi que les compétences techniques nécessaires. Elles ont la capacité de mobiliser des ressources et d'établir des partenariats avec les acteurs les plus influents.

L'Agenda 2030 servira de cadre de référence pour évaluer les résultats concrets et mesurables des réformes entreprises. Si les États sont les premiers responsables du suivi et de l'évaluation des progrès réalisés, ils sont secondés par les organes de l'ONU, en particulier l'Assemblée générale et le Conseil économique et social.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Exemples et résultats



Urgence en Syrie: la DDC engage des **ressources financières, diplomatiques et humaines** dans la région pour soutenir les plus de 13 millions (état en 2016) de Syriens affectés par le conflit. Elle soutient également des initiatives qui offrent aux victimes du conflit un **minimum de perspectives**, en les aidant à gagner un revenu dans le contexte de crise qu'ils endurent. La DDC cofinance par exemple un projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui recrute des individus, déplacés ou non, pour réhabiliter des infrastructures telles que des écoles ou des unités de soins.

Santé: le nombre de décès causés par le paludisme a reculé de 60% depuis l'an 2000. C'est un chiffre record qui illustre la capacité d'action des organisations multilatérales. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Banque mondiale ont joué un rôle clé à cet égard. Grâce au soutien qu'elle a apporté à ces institutions, **la Suisse a contribué à maintenir en vie 6,2 millions de personnes, dont de très nombreux enfants.**

Établissement de normes: au Tadjikistan, le premier **Bureau d'information sur le crédit** a été mis en place en 2010 avec le soutien du groupe de la Banque mondiale et de la Suisse. Ce bureau aide à réduire les risques liés aux prêts accordés à des citoyens tadjiks grâce à la collecte et à la distribution d'informations sur tous les emprunteurs du pays. Il renforce également l'infrastructure financière et améliore l'accès des petites et moyennes entreprises et des gens d'affaires à des financements au Tadjikistan. Plus de 1,3 million de contrats ont été signés jusqu'ici pour permettre le partage des informations en matière de crédit.



Agenda 2030: pour assurer le développement durable à l'échelle planétaire, il faut que tous les pays prennent des décisions politiques qui s'inscrivent dans une logique de durabilité et qui soient fondées sur des faits et des chiffres. Or, de nombreux pays souffrent d'un manque de données de base, telles qu'un recensement fiable de leur population. L'ONU et la Banque mondiale ont la légitimité et les capacités nécessaires pour aider ces pays à collecter de telles données, à établir des analyses et à les traduire dans des décisions politiques.

Plaidoyer: le sixième objectif de l'Agenda 2030 de développement durable recouvre l'ensemble des défis liés à l'eau. La Suisse y est pour beaucoup. Au moyen d'un travail intensif de plaidoyer, elle s'est engagée pour que la communauté internationale adopte une approche intégrée de la gestion de l'eau, qui s'articule autour de quatre axes : i) eau, assainissement et hygiène, ii) gestion intégrée des ressources hydriques, iii) gestion de l'eau et de sa qualité, et iv) capacité de réaction aux catastrophes liées à l'eau.

Tendre la main aux personnes dans le besoin: le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) favorise les progrès sociaux et économiques des communautés rurales en encourageant l'égalité entre les sexes. En 2015, le FIDA a soutenu 114 millions d'individus à travers le monde. 2,5 millions de personnes, dont 51% de femmes, ont été formées aux nouvelles technologies agricoles et plus d'un million à la pratique entrepreneuriale. Ce travail a permis d'améliorer la gestion de 2,3 millions d'hectares de terres en propriété collective.

Rôle de la Suisse

Le soutien de la Suisse aux organisations multilatérales prend diverses formes: dialogue politique, contributions financières, mise à disposition d'experts, etc. Ces activités sont du ressort de la DDC et du SECO, qui travaillent en étroite collaboration.

La Suisse, un État membre: la Suisse est membre des institutions de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI) depuis 1992 et des Nations Unies depuis 2002. Depuis son adhésion à l'ONU validée par le peuple, elle a la possibilité de participer activement aux décisions de nombreuses organisations multilatérales. Elle s'engage au niveau politique pour une meilleure coordination du système et joue un rôle influent dans la définition des priorités.

La Suisse, un pays donateur: la Suisse apporte un soutien financier à plusieurs banques et organisations de développement et d'aide humanitaire. Elle alloue des contributions aux agences qu'elle considère comme prioritaires et avec lesquelles elle maintient un dialogue étroit. La Suisse est souvent un partenaire essentiel. Elle figure par exemple parmi les principaux donateurs du CGIAR, le partenariat mondial pour la recherche agricole, et du Programme ONUSIDA.

Elle fournit en outre des contributions dédiées à des projets spécifiques, en particulier dans ses pays d'intervention prioritaire. Les acteurs multilatéraux apprécient la qualité du dialogue politique avec la Suisse, qui a une bonne connaissance de la réalité du terrain.

La Suisse, un acteur de terrain: la Suisse met régulièrement des experts à disposition d'agences multilatérales. Ces experts véhiculent le savoir-faire helvétique et leurs apports techniques sont appréciés. La Suisse cherche à accroître le nombre de Suisses et Suissesses rattachés au personnel d'organisations multilatérales. La DDC et le SECO financent un programme pour le recrutement de jeunes professionnels (JPO) et appuient les candidatures suisses à des postes de cadre (senior).



© UN Photo/Mark Garten



© UNICEF/UNI202913/Holt

Chiffres et faits

- Environ un quart de l'aide publique au développement de la Suisse est consacré à la coopération multilatérale. En 2015, cela correspondait à 771 millions de CHF.
- En 2016, la Suisse figure parmi les dix principaux donateurs des organisations prioritaires telles qu'ONU Femmes et l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).
- La Suisse est le 5e fournisseur de biens et de services des Nations Unies (620 millions de CHF par année). Les produits pharmaceutiques suisses sont particulièrement demandés.
- Genève est le 2e centre de gouvernance au niveau mondial. Trente-trois institutions internationales y ont établi leurs quartiers et 174 États y sont représentés. La Genève internationale attire en moyenne 200'000 visiteurs et experts chaque année.
- La Suisse collabore avec des organisations d'envergure mondiale actives dans près de 170 pays.
- Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) est troisième du palmarès des agences les plus transparentes (Aid Transparency Index 2016).
- Les organisations partenaires privilégiées par la Suisse ont des capacités de mobilisation de ressources sans pareilles. Entre 2015 et 2016, la Banque mondiale a par exemple financé des projets d'infrastructure à hauteur de 50 milliards de dollars.

Direction du développement et de la coopération DDC

Division Institutions globales
Freiburgstrasse 130, 3003 Berne
Division Aide humanitaire multilatérale
Effingerstrasse 27, 3003 Bern
www.eda.admin.ch/ddc
global.institutions@eda.admin.ch
+41 (0)58 462 36 63

Secrétariat d'État à l'économie SECO

Coopération multilatérale
Holzikofenweg 36, 3003 Berne
www.seco-cooperation.admin.ch
info.wemf.cooperation@seco.admin.ch
+41 (0)58 464 07 91